

# LA MINUSCA SOUTIENT LE DIALOGUE RÉPUBLICAIN

## minusca en action

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°91 – FÉVRIER 2022



**RCA**

**LES DÉFIS RESTENT NOMBREUX POUR FAIRE AVANCER LE PROCESSUS DE PAIX, SELON LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU**



MINUSCA



UN\_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN\_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

TOUT SAVOIR SUR

# LA POLICE DE LA MINUSCA EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

<https://minusca.unmissions.org/>



## sommaire

- 04** **RCA LES DÉFIS RESTENT NOMBREUX POUR FAIRE AVANCER LE PROCESSUS DE PAIX, SELON LE LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**
- 08** **12<sup>E</sup> SESSION DU GROUPE DE COMMANDEMENT DE LA FORCE À BANGUI**
- 10** **A BOSSANGOA, LA MINUSCA APPUIE LA RECONSTITUTION DES ARCHIVES D'ÉTAT CIVIL**
- 12** **REPORTAGE LA MINUSCA ET LA CPS POUR LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ ET LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME**
- 15** **BANGASSOU LE MINISTRE EN CHARGE DU DDR SATISFAIT DE L'APPUI DE L'ONU**
- 18** **LA MINUSCA ET LE CONSEIL NATIONAL DE LA MÉDIATION ENSEMBLE POUR LA PAIX ET COHÉSION SOCIALE**
- 22** **DES FONCTIONNAIRES DU MBOMOU FORMES EN RENFORCEMENT DE LA BONNE GOUVERNANCE LOCALE**
- 23** **LA STRATÉGIE NATIONALE DE RÉFORME DE LA SÉCURITÉ AMENDÉE**
- 24** **VISITE DU CHEF DE LA POLICE MINUSCA A L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE CENTRAFRICAINE**



### Minusca en action

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Charles Antoine Bambara

**RÉDACTRICE EN CHEF**  
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

**EQUIPE RÉDACTIONNELLE**  
Biliaminou Alao,  
Cynthia Nasangwe

Emmanuel Crispin Dembassa Kette  
Correspondants régionaux

**PHOTOGRAPHIE**  
Herve Serefo,  
Leonel Grothe

**MISE EN PAGE**  
Francis Yabendji-Yoga

**MULTIMÉDIA & WEB**  
Igor Rugwiza,  
Dany Balepe

**PRODUCTION**  
Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique - MINUSCA

**MINUSCA EN ACTION**  
#91 - Février 2022

# LES DÉFIS RESTENT NOMBREUX POUR FAIRE AVANCER LE PROCESSUS DE PAIX, SELON LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RCA et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a fait part mardi devant le Conseil de sécurité des progrès vers la paix et la stabilité dans ce pays, avec toutefois « des défis toujours présents ».

« En RCA, les progrès sont réels, mais les défis restent nombreux », a dit M. Ndiaye devant les membres du Conseil. Selon lui, le rôle actif de la Mission des Nations Unies en RCA (MINUSCA) demeure essentiel pour soutenir les ajustements nécessaires au processus de paix.

Il a rappelé qu'à la suite de l'adoption de la feuille de route conjointe de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, le 16 septembre 2021, et de la déclaration du cessez-le-feu unilatéral par le Président centrafricain Touadéra le 15 octobre, des représentants de cette organisation sous-régionale ont effectué une visite de suivi à Bangui le 14 janvier 2022 pour faire avancer la mise en œuvre effective de cette feuille de route pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine.

Le Représentant spécial du Secrétaire général en RCA a appelé le gouvernement à « manifester davantage son engagement pour l'avancement du processus de paix à travers l'adoption de mesures concrètes et rapides ». Selon lui, il s'agit en particulier, concernant la feuille de route, d'en définir les mécanismes de suivi, en les rendant opérationnels, adossés à un calendrier clair et

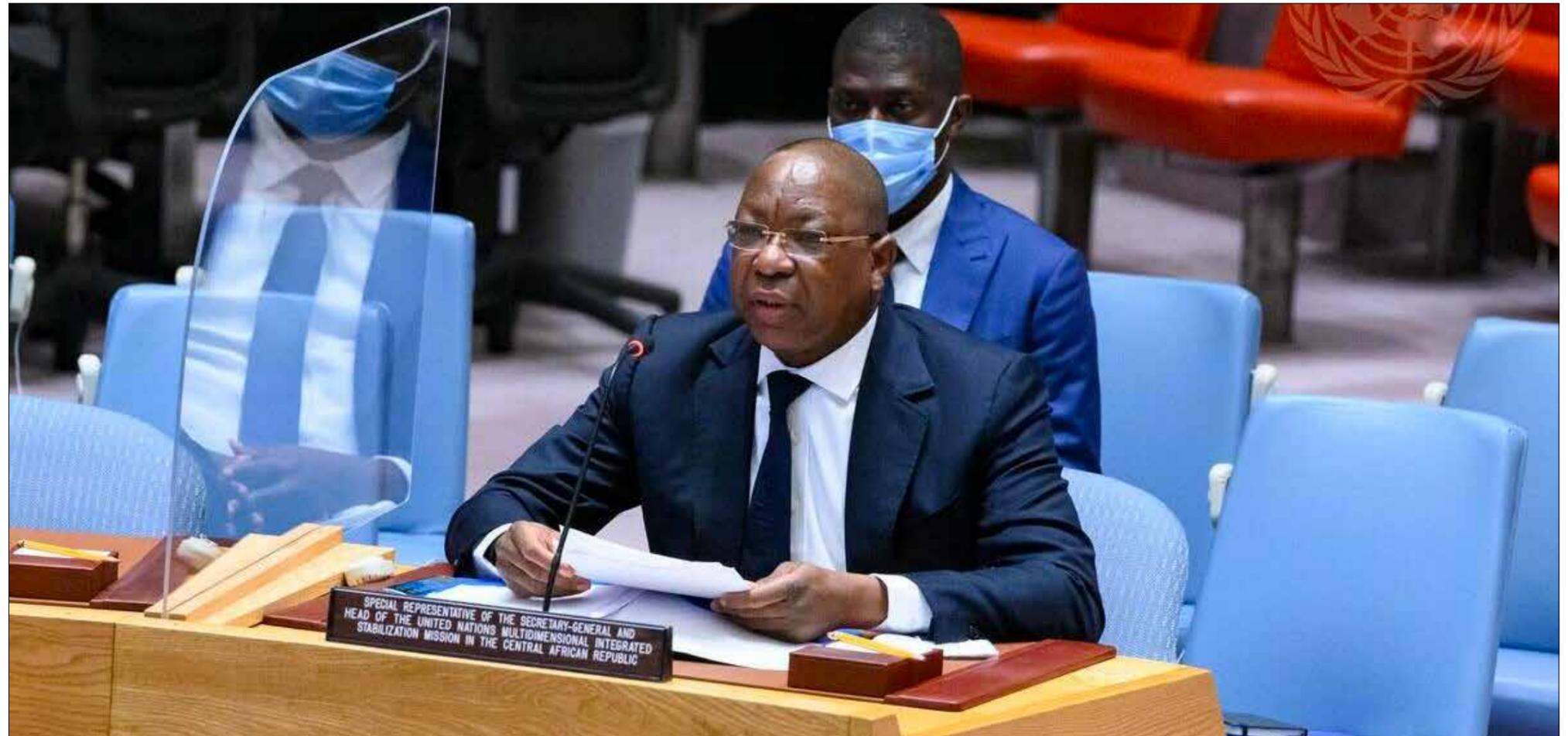


Photo ONU/Loey Felipe | Mankeur Ndiaye, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, informe le Conseil de sécurité de la situation en République centrafricaine.

en responsabilisant chacune des parties prenantes.

« Le succès de la feuille de route n'est possible que s'il existe une forte volonté politique et si tous les acteurs matérialisent, sans équivoque et de manière irréversible, leur commune volonté de dépassement de la crise par l'exécution de bonne foi de toutes leurs obligations », a

dit M. Ndiaye. « Le peuple centrafricain est toujours en attente des dividendes de la paix. Il est urgent que ce processus politique vienne alléger les souffrances des populations, victimes des violences d'un conflit qui n'a que trop duré ».

## Contribution de la MINUSCA

M. Ndiaye a souligné que les partenaires

de la République centrafricaine, la MINUSCA en premier, continuent de jouer « un rôle proactif en soutenant les conditions propices à la poursuite du processus de paix ».

Selon lui, la Mission, à travers ses bons offices, contribue à faire avancer le processus politique. Avec ses partenaires, la MINUSCA s'est employée, auprès du gouvernement et de l'opposition poli-

tique républicaine, à instaurer un climat de confiance pour sortir de l'impasse dans laquelle les préparatifs du dialogue républicain se trouvaient, en raison du retrait de l'opposition de ce processus. M. Ndiaye s'est réjoui du retour de l'opposition démocratique au sein du Comité d'organisation du dialogue républicain qui a repris ses travaux.

Avec son mandat d'assistance électorale, la MINUSCA continue de soutenir les autorités nationales et de travailler avec la communauté internationale afin de s'assurer de la bonne tenue des élections locales. « Le succès de ces élections tant attendues contribuera à l'approfondissement du processus de décentralisation ainsi qu'à l'extension de l'autorité de l'État et à l'élargissement de l'espace politique sur toute l'étendue du pays », a noté l'envoyé de l'ONU.

## Violations des droits de l'homme

S'agissant de la situation sécuritaire, M. Ndiaye a noté qu'en dépit de la déclaration du cessez-le-feu unilatéral en octobre 2021, elle demeure préoccupante.

En effet, dans certaines parties du territoire, des opérations militaires sont en cours contre des groupes armés, membres de la Coalition des patriotes pour le changement. À ces opérations militaires, s'ajoutent les représailles menées par les groupes armés à la fois contre les forces de sécurité nationale et les populations, a-t-il observé.

Le Représentant spécial a noté les progrès réalisés au cours de ces opérations en termes de reprise du contrôle du territoire, précédemment occupé par des groupes armés, mais il a déploré que des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire continuent d'être commises par toutes les parties au conflit.

Il a exhorté les autorités centrafricaines «



© MINUSCA/ Hassan Wais Boulaleh | Une équipe conjointe de la Police de l'ONU, de forces centrafricaines et de la MINUSCA, rencontre la population de Kidjidi, pour évaluer la situation sécuritaire

à mener les enquêtes requises, poursuivre les auteurs de ces violations et rendre ainsi justice aux victimes ». Il a encouragé les autorités nationales « à prendre des mesures tangibles et immédiates pour prévenir les violations des droits de l'homme commises par les forces de défense et de sécurité et les autres personnels de sécurité ».

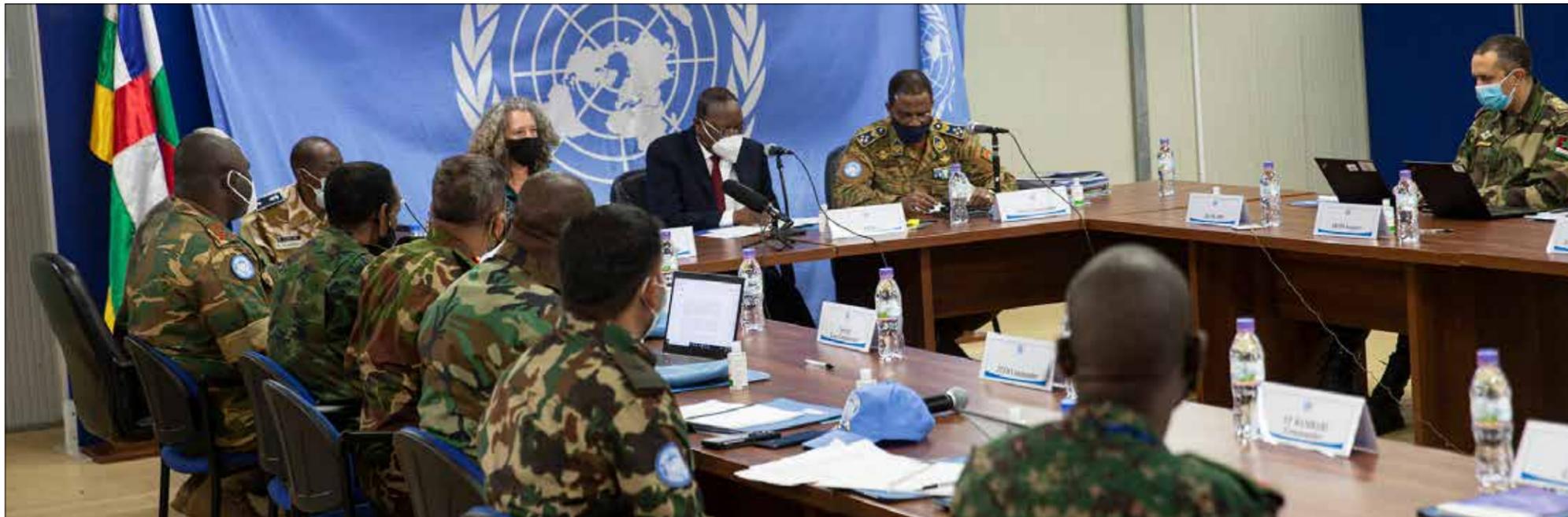
Par ailleurs, l'envoyé de l'ONU a déploré « le climat délétère entretenu par des

campagnes de désinformation qui nuisent aux relations entre le gouvernement, la population et la MINUSCA et alimentent des comportements hostiles de la population et des forces armées et de sécurité intérieure ». M. Ndiaye a appelé le gouvernement « à lutter contre ses agissements, y compris à travers des poursuites judiciaires, pour renforcer notre collaboration dans la mise en œuvre conjointe du mandat que le Conseil de sécurité nous a confié ».

Le Représentant spécial de l'Union afric-

aine et Chef du Bureau de l'Union africaine en République centrafricaine, Bertino Matias Matondo, et le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, João Samuel Caholo, ont également fait un exposé mardi devant les membres du Conseil de sécurité.

# 12<sup>e</sup> SESSION DU GROUPE DE COMMANDEMENT DE LA FORCE À BANGUI



▲ L'ouverture de la 12<sup>e</sup> Conférence du groupe de commandement présidée par le Représentant du Secrétaire générale et chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye

La 12<sup>e</sup> conférence du Groupe de commandement de la Force de la MINUSCA s'est ouverte le 10 février 2022 à Bangui. C'est une rencontre d'échange de l'état-major de la Force avec les différents commandants de secteurs et de contingents autour du nouveau mandat, des défis et des actions à mettre en œuvre pour assurer au mieux la protection des civils, mission prioritaire de la Force.

Par Emmanuel Crispin Dembassa -Kette

L'ouverture de la conférence a été faite par le Représentant du Secrétaire générale et chef de la Minusca, Mankeur Ndiaye avec à ses côtés la Représentante spéciale adjointe et coordonnatrice humanitaire Denise Browne ainsi que le général Daniel Sidiki Traoré, le commandant de la Force.

L'objectif de cette conférence est de familiariser les différents chefs militaires avec le mandat de la MINUSCA, leur donner les directives et les conseils du leadership de la Mission et du

Commandant de la Force sur les ordres d'opération, la prévention des abus et exploitations sexuels et autres aspects opérationnels et administratifs-clés.

Dans son discours de circonstance, le Représentant spécial du Secrétaire général a félicité les chefs militaires de la Mission avant d'insister sur certains axes du mandat. « Cette 12<sup>e</sup> Conférence du Groupe de Commandement de la Force de la MINUSCA, me permet de vous féliciter pour vos faits d'armes, ô combien nombreux et importants, mais aussi de tracer avec vous les axes stratégiques

uniformes sont en premières lignes au contact avec les populations dont elle a charge d'assurer la protection. Il a rappelé que la Force doit agir selon une approche intégrée avec tous les autres acteurs et renforcer la coopération avec les FACA et les FSI sur le terrain pour atteindre les objectifs fixés. Il a aussi invité les Commandants de secteurs à effectuer des visites régulières à leurs unités et à accroître l'interaction avec les autorités locales des régions pour une meilleure synergie.

## LE SAVIEZ-VOUS ?

**Le Secrétaire général de l'ONU appelle à un dialogue Républicain sincère, inclusif et constructif.**

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique et chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye a présenté au Conseil de sécurité le rapport du Secrétaire général sur la situation en République Centrafricaine. Dans ce rapport, le Secrétaire général appelle les acteurs politiques à un dialogue républicain sincère, inclusif et constructif. « J'appelle tous les acteurs politiques à poursuivre cet élan positif afin de contribuer à la tenue d'un dialogue Républicain sincère, inclusif et constructif, de nature à générer des accords en faveur de la stabilité et de la réconciliation nationale. Conformément à son mandat, la MINUSCA continuera à soutenir le processus préparatoire et la création de conditions propices à la bonne tenue du dialogue, que le Gouvernement prévoit d'organiser au mois de mars. L'engagement sincère de toutes les parties prenantes en sera la clé de ce succès ».

de la Mission, notamment les actions relevant des opérations de la Force », a-t-il dit.

Parmi ces axes, Mankeur Ndiaye a cité « l'élimination de la menace posée par les groupes armés pour contribuer à la création des conditions sécuritaires propices à la réconciliation nationale et à une paix durable ».

Le chef de la Minusca a aussi mentionné comme missions importantes dévolue à la Force : la protection des civils « à travers une posture robuste » ainsi que l'appui à la mise en place des conditions de sécurité favorables à l'acheminement de l'aide humanitaire et au retour volontaire et durable des déplacés et des réfugiés.

Dans son mot introductif, le Général de corps d'armée, Daniel Sidiki TRAORE, a, pour sa part, rappelé que la Force est la colonne vertébrale de la mission de la MINUSCA, et que les hommes en

# A BOSSANGOYA, LA MINUSCA APPUIE LA RECONSTITUTION DES ARCHIVES D'ÉTAT CIVIL



▲ Officiers d'état civil issus de différentes mairies de la commune de Bossangoa lors de l'atelier sur la gestion des actes d'état civil

Le 1er février 2022 à Bossangoa, dans l'Ouham, la Minusca a lancé un atelier sur la gestion des actes d'état civil. Une quarantaine d'officiers d'état civil issus de différentes mairies de la commune de Bossangoa ont pris part à cette activité. L'activité est organisée par la section des affaires civiles de la Minusca dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat dans cette zone où beaucoup d'édifices publics, y compris des mairies, ont été vandalisés durant les crises sécuritaires en République centrafricaine.

Par Poly Muzalia

L'atelier qui a duré deux jours vise à renforcer les capacités des officiers d'état civil dans la tenue et la conservation des documents d'état civil, comme les actes de naissance, de mariage ou de décès d'une part et dans le remplissage et l'archivage des documents officiels d'autre part.

Daniel Demoro Mboma, maire de la commune de Ouham-Bak et l'un des quarante participants s'en réjouit : «

Nous avons retenu beaucoup de choses importantes notamment sur la tenue des documents, le remplissage et la signature des actes de naissance et décès. J'ai donc appris beaucoup de choses ».

Durant les crises militaro-politiques en Centrafrique, de nombreux édifices publics, y compris des mairies ont été saccagés. Ce qui a occasionné la disparition de nombreux documents officiels importants rappelle Barthélémy Wilikon, le préfet de l'Ouham. « Les multiples

crises qui ont secoué le pays ont fait que beaucoup de mairies ont été vandalisées et les documents officiels ont disparu (...) Si nos maires avaient une base de données, ils auraient pu reconstituer les archives », note l'autorité préfectorale.

L'activité s'inscrit également dans le cadre de l'appui de la Minusca au gouvernement pour la restauration de l'autorité de l'Etat. Seraphine Toe, cheffe de bureau de la Minusca à Bossangoa était présente lors de la cérémonie de lancement. Elle a déclaré que : « Les archives d'état civil en Centrafrique en général et dans l'Ouham en particulier, ont été pillées et vandalisées au cours des événements politico-militaires que le pays a traversé. La restauration et la conservation de ces archives à un intérêt non négligeable aussi bien pour l'administration que pour les citoyens ».

Soutenus par la section des affaires civiles de la Minusca, les travaux ont bénéficié du concours des magistrats. Ces derniers ont expliqué aux participants l'importance des actes d'état civil. Juste Wilfried Zale Komelo, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bossangoa a expliqué à ce propos que : « La venue au monde de chaque être humain est constatée par un acte de naissance. Et au cours de sa vie l'homme est appelé à changer de statut. Il peut passer du statut de célibataire à celui de marié. Et finalement l'homme est appelé à mourir. Tous ces changements de statuts sont constatés et authentifiés par des actes d'état civil ».

A la fin des travaux, la Minusca a remis aux autorités des registres d'acte de naissance signés par le président du tribunal de grande instance de Bossangoa.



▲ Photo de famille a de l'atelier.

# LA MINUSCA ET LA CPS POUR LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ ET LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Le 21 mai 2019, Koundjili et Lemouna (Ouham Pendé), deux villages à 45 et 50 kilomètres de Paoua, furent le théâtre d'un massacre ayant causé la mort de plus de trente personnes. À la suite d'un vol de bétail, et faisant croire à une résolution pacifique du différend, le groupe armé Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R) a demandé que les habitants se réunissent au centre des villages. Les 3R dès leur arrivé, en plein jour, ont ligoté les habitants et les ont exécutés sur place. Les localités furent ensuite pillées, les maisons brûlées et de nombreuses femmes furent violées.

Par Noam Assouline



▲ Les séances de sensibilisation concernent aussi bien les femmes ...

Le 17 décembre 2021, la Chambre d'accusation de la Cour pénale spéciale (CPS) a tenu sa première audience publique concernant ces tueries et a renvoyé trois inculpés devant la Chambre des Assises pour le premier procès de la CPS. C'est dans ce cadre

que l'Unité de communication et sensibilisation de la CPS avec l'appui de la Division de l'information stratégique et de l'information publique de la MINUSCA, a organisé une mission conjointe à Lemouna et Koundjili, sous l'escorte des Casques bleus camerounais.

Dans le cadre d'une future campagne



▲ ... que les hommes

de sensibilisation et de la diffusion en direct du procès des accusés de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, la CPS a voulu lors de cette mission préparatoire rencontrer des acteurs clés de la société civile, de la presse, de la jeunesse, et se rendre sur les lieux en compagnie d'acteurs locaux comme le président sous-préfectoral de la jeunesse, un journaliste de la radio communautaire de Paoua, et un membre du forum des droits de l'homme de la ville. Natif de Koundjili et parlant la langue, ce dernier fut un intermédiaire clef de la journée. Pour Parfait\*, « revenir sur les lieux même où des membres de ma famille, des proches ont été tués ou violés, me remplit d'émotions. Mais je suis aussi

ému de revenir ici avec la MINUSCA et la CPS et de véhiculer leur message, que la justice sera rendue et que les auteurs de ces crimes seront punis ».

La CPS en matière de justice transitoire est unique comme le rappelle Guylaine Vannier, chargée de mission sensibilisation pour la CPS. « Ce tribunal né dans le conflit, dans le pays du conflit, et de la volonté du peuple meurtri, a vu le jour le 3 juin 2015, par la promulgation d'une loi nationale portant sa création, son organisation et son fonctionnement ». La CPS est soutenue entre autres par l'Union Européenne, l'Ambassade des Etats-Unis en Centrafrique, le Programme des Nations Unies pour le développement,

la MINUSCA et plusieurs autres pays. C'est d'ailleurs avec l'appui de l'Union Européenne que la campagne de sensibilisation préalable à la diffusion du procès s'est effectuée à Paoua. Pour le chef de l'unité de communication, Gervais Bodagay « c'est important pour les victimes, mais aussi pour les autorités et les habitants de Paoua de comprendre le rôle de la CPS, son fonctionnement, mais aussi de sensibiliser la population du Lim Pendé sur le mécanisme de dépôt de plainte devant la CPS ».

### Un silence à lourde symbolique

A l'arrivée du convoi de la mission conjointe à Koundjili et Lemouna, l'environnement est silencieux, la route pour y accéder est difficile, le convoi trouble le calme ambiant, et quelques habitants, inquiets, sortent de leurs maisons à la vue des casques bleus. Un petit attroupement se forme autour des membres de la CPS qui les rassurent. Un cameraman de la télévision nationale centrafricaine filme la scène pour le besoin d'un reportage. Les langues se délient, les populations veulent parler, veulent savoir quand la justice sera rendue. « Vous venez, puis repartez, vous nous laissez, mais quand vais-je être indemnisé ? depuis la mort de nos maris, de nos enfants, nous n'avons plus rien », une femme s'exclame, tenant un bébé âgé de quelques semaines dans ses bras. C'est l'occasion de répondre avec empathie, comprendre la douleur mais aussi

expliquer comment la CPS fonctionne et que dans quelques semaines, un ou deux mois tout au plus, elles pourront voir la justice en action. Mais Guylaine Vannier est honnête dans sa réponse, rappelant aux femmes que le processus est long et qu'il faut être patient.

Les lieux du massacre sont les mêmes à Koundjili et Lemouna : sous un mangui-er, un temps le centre des villages, mais à présent à l'écart des villages, au milieu de ronces, quelques ruines de maisons, des restes de vaisselles que le sol a à moitié avalé. Alors que nous quittons l'une des scènes dans un silence lugubre, uniquement brisé par le bruit des pas sur une terre aride, une personne âgée s'approche des membres de la mission conjointe : « je ne vous ai pas tout dit plutôt, et j'ai besoin de vous dire tout ce que j'ai vu et que je n'ai pas encore raconté aux enquêteurs, demain je ne serais peut-être plus là ».

La mission prend alors une autre dimension. D'un repérage c'est une continuité de la mission de la CPS qui s'opère mais c'est aussi une mise en œuvre, en direct du mandat de la MINUSCA : l'action en faveur de la justice nationale et internationale, veiller au retour de l'état de droit, et protéger les civils.

*\*afin de garder l'anonymat des victimes et proches, les noms et prénoms ont été changés.*



## BANGASSOU

# LE MINISTRE EN CHARGE DU DDR SATISFAIT DE L'APPUI DE L'ONU



▲ Le Ministre d'Etat en charge de DDRR, Jean Willybiro-Sako, en visite au marché pour constater les activités génératrices de revenus développées par des groupes de bénéficiaires à Maliko

**Le ministre d'Etat en charge du programme national de désarmement, de la démobilisation, réintégration et du rapatriement (DDRRR) souligne la satisfaction du gouvernement par rapport à l'appui de la MINUSCA dans le cadre du programme de réduction de violence communautaire et de collecte d'armes dans la préfecture du Mbomou. C'était au cours de sa visite effectuée du 07 au 09 février 2022, dans la ville.**

*Par Aleka Amuri*

**P**endant ces trois jours, la délégation a échangé avec plusieurs couches de la population de Bangassou centre et de la périphérie, y compris les responsables du Bureau de la MINUSCA. Devant la presse locale, le Ministre d'Etat en charge de DDRR, Jean Willybiro-Sako a indiqué que son séjour dans le Mbomou était plus que satisfaisant : « la MINUSCA a joué et joue un rôle primordiale grâce à sa section

DDR et j'ai personnellement visité ses différentes réalisations des projets de réduction de violence communautaire. La collaboration avec la MINUSCA a permis de collecter des armes et le gouvernement centrafricain est satisfait de cette collaboration », a-t-il affirmé.

L'objectif de cette visite ministérielle dans le Mbomou était de sensibiliser la population, les autorités locales à encourager les ex-combattants des groupes

armés à intégrer le programme DDDR du gouvernement. La délégation s'est réunie avec les directeurs régionaux du gouvernement et les a exhortés à soutenir le programme du gouvernement pour stabiliser le pays : « Le développement du pays dépend de votre engagement en tant que fonctionnaire du gouvernement », a dit le ministre d'Etat.

La délégation a aussi visité les projets mis en œuvre dans le cadre du Programme de réduction de la violence communautaire dans les différents arrondissements de la ville de Bangassou. On peut citer des activités génératrices de revenus développées par des groupes de bénéficiaires à Maliko, des projets communautaires initiés par l'association des femmes ainsi que des infrastructures et des routes réhabilitées lors des activités

de cash for work à Bangassou. Le ministre d'Etat a, par l'occasion, interagit directement avec les bénéficiaires sur leur réussite de réinsertion socio-économique et les difficultés rencontrées.

Après la visite, le ministre d'Etat en charge de DDDR, Jean Wilibiro Sako, a indiqué que le Programme de réduction de la violence communautaire mis en œuvre dans la région par la MINUSCA a contribué à créer un environnement de sécurité. Il a également informé les leaders communautaires que le Gouvernement mettra en œuvre le DDDR et les Unités spéciales mixtes de sécurité pour la région du Sud-Est.



▲ Le Ministre d'Etat en charge de DDDR, Jean Wilibiro-Sako, avec les bénéficiaires du CVR pour évaluer leur réussite de réinsertion socio-économique et les difficultés rencontrées

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire continuent d'être commises par toutes les parties au conflit. Devant le Conseil de Sécurité, Mankeur Ndiaye présentant le rapport du Secrétaire général sur la République Centrafricaine note une situation sécuritaire préoccupante, marquée notamment par des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, malgré la déclaration unilatérale du cessez-le feu : « En dépit de la déclaration du cessez-le-feu unilatéral en octobre 2021, la situation sécuritaire demeure préoccupante. En effet, dans certaines parties du territoire, des opérations militaires sont en cours contre des groupes armés, membres de la Coalition des Patriotes pour le Changement. À ces opérations militaires, s'ajoutent les représailles menées par les groupes armés à la fois contre les forces de sécurité nationale et les populations. Je note les progrès réalisés au cours de ces opérations en termes de reprise du contrôle du territoire, précédemment occupé par des groupes armés. Je déplore néanmoins que des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire continuent d'être commises par toutes les parties au conflit. »



# LA MINUSCA ET LE CONSEIL NATIONAL DE LA MÉDIATION ENSEMBLE POUR LA PAIX ET COHÉSION SOCIALE



▲ Un aperçu des officiels lors de la cérémonie d'ouverture en présence du président Faustin Archange Touadera et de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Lizbeth Cullity, de hauts dignitaires centrafricains ainsi que des diplomates accrédités en RCA et des responsables des organisations internationales

**Le Conseil national de la médiation, avec l'appui de la MINUSCA, a organisé, du 8 au 9 Février 2022, un atelier de sensibilisation des acteurs impliqués dans le processus de paix par le dialogue et la concertation en République centrafricaine (RCA). Le président Faustin Archange Touadera a présidé la cérémonie d'ouverture en présence de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Lizbeth Cullity, de hauts dignitaires centrafricains ainsi que des diplomates accrédités en RCA et des responsables des organisations internationales.**

*Par Cynthia Nasangwe*

**L**e but visé par le Conseil national de la médiation, à travers cet atelier, est de sensibiliser tous les acteurs qui prennent part au processus de paix par le dialogue et la concertation en Centrafrique sur la mission et les modes de gestion des conflits. Le président Touadera l'a d'ailleurs souligné, dans ses propos : « l'objectif du présent atelier c'est d'inculquer la culture du dialogue et de la concertation à nos concitoyens pour la recherche de solution au conflit et pour l'instauration de la cohésion sociale ».

Le président de la République a remercié la MINUSCA pour son soutien en faveur du retour de la paix. « Je voudrais féliciter et remercier la MINUSCA qui, depuis plusieurs années, ne cesse d'apporter son soutien multiforme pour le retour de la paix dans le pays et le renforcement des capacités des institutions de la république afin de créer des conditions idéales pour le développement de la République Centrafricaine », a-t-il souligné.

La cheffe adjointe de la MINUSCA, Lizbeth Cullity, a quant à elle, réitéré la

volonté de la mission à contribuer activement pour soutenir les efforts tendant à la médiation et au dialogue. « En mettant l'accent sur le soutien au conseil national de la médiation, au cours de l'exercice 2021-2022, la MINUSCA entend contribuer activement à relever les défis de la médiation et du dialogue qui concernent non seulement l'ensemble des acteurs socio-politico-économique centrafricains, mais également tous les citoyens et les habitants de ce beau pays », a affirmé la cheffe adjointe de la MINUSCA. Au terme de

cette formation, les participants se sont réjouis de ses séances qui leur ont permis d'avoir une meilleure compréhension des attributions et des lignes d'actions du Conseil national de la médiation. Ils disent, aussi, avoir appris davantage sur la prévention et la gestion de conflits, comme l'a indiqué Gervais Lakosso, coordonnateur du groupe de travail de la société civile sur la crise centrafricaine : « Dans cette formation nous avons mieux appris les missions et les attributions de cette institution, ses rapports avec les autres institutions et nous avons suggéré qu'il soit doté de plus de moyen afin de renforcer sa mission et qu'on la laisse prendre le lead sur les actions de prévention et de gestion de conflits en



République centrafricaine».

La vice-présidente du Caucus des femmes leaders pour la promotion de la parité, Adja Syba Katidja, a quant à elle apprécié les efforts du Conseil national de la médiation pour restaurer le dialogue et la paix. « Je salue l'initiative du conseil national de la médiation qui nous a réunis et ainsi partager nos expériences qui vont nous aider à la pérennisation de la paix en Centrafrique. Il est temps que nous comprenions que c'est à nous qu'incombe la tâche de reconstruire notre pays », a-t-elle déclaré.

« Dès notre retour nous allons organiser des séances de restitution pour sensibiliser nos paires sur la promotion du dialogue et de la paix », a pour sa part indiqué Molenguella Gilchrist Delor, Secrétaire général du Conseil national de la jeunesse centrafricaine.

Le président de la République centrafricaine a encouragé les membres du Conseil national de la médiation à poursuivre les efforts de sensibilisation sur la préservation de l'unité nationale. « Mon gouvernement ne manquera pas de vous apporter, chaque fois que cela est nécessaire, son soutien pour l'accomplissement de vos missions institutionnelles », a-t-il conclu.

Cet atelier qui s'est étendu sur deux jours a réuni une centaine de participants.



## POUR UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES FEMMES A LA VIE POLITIQUE DANS LA NANA MAMBERE

La MINUSCA en collaboration avec l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), le Réseau des femmes leaders et l'Autorité nationale des élections (ANE) a organisé le 8 février 2022 à la maison de la femme de Bouar la première rencontre des relais communautaires de la Nana Mambere. Ce réseau de relais communautaires dans la préfecture de la Nana Mambere vise à appuyer la participation des femmes à la vie politique de la préfecture, et particulièrement, à encourager celles-ci à participer au processus électoral local prévu pour septembre 2022.

Par Dramane Darave

S'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA, dont l'un des axes consiste à promouvoir la participation effective des femmes de toutes les communautés aux processus politiques et électoraux, cette rencontre a rassemblé vingt relais communautaires, toutes des femmes qui avaient été préalablement formées sur les droits politiques et civiques en République centrafricaine. Selon Mme Marthe Mbita, présidente de l'OFCA à Bouar, « les participantes à cette activité seront non seulement outillées à participer à la prise de décision au niveau local, mais aussi des ressources et moyens logistiques seront mis à leur disposition afin qu'elles sillonnent les villes et villages de la préfecture de la Nana Mambere pour sensibiliser d'autres femmes à participer activement à la gouvernance de leurs localités ».



▲ Les membres de l'Organisation des femmes centrafricaines, du Réseau des femmes leaders et de l'Autorité nationale des élections à la maison de la femme de Bouar

A travers des exposés et des cas pratiques, les travaux ont permis aux femmes de renforcer leurs connaissances sur le déroulement du processus électoral, la démarche à suivre pour se présenter aux élections, les défis qu'elles rencontrent dans leur engagement politique et comment les surmonter. Charlotte Barthelot De Bellefonds, officier des affaires politiques à la MINUSCA à Bouar précise de son côté que « le réseau des relais communautaires se réunira une fois par mois pour faire le point sur les défis que rencontrent les femmes du réseau pour sensibiliser la population aux droits de chaque femme à participer à la vie politique de leur localité, et plus particulièrement au processus électoral ».

Interrogée en marge de la rencontre, Rosine Beorefei, une participante a con-

fié qu'avant cette activité, elle était habituellement réticente à s'exprimer en public. Cette session de sensibilisation lui a permis d'avoir confiance en elle-même et lui a donné des arguments pour défendre son point de vue devant le public. Une autre participante, Adja Ramatou, a dit s'engager à déposer sa candidature pour les prochaines élections locales en vue de faire entendre la voix des femmes dans le développement de sa communauté.

Cette rencontre est la suite d'une série d'activités entreprises par la MINUSCA en collaboration avec ses partenaires locaux pour motiver les femmes à participer à la vie politique de leurs localités et sensibiliser les hommes sur la nécessité de laisser les femmes s'impliquer dans la gouvernance locale.

# DES FONCTIONNAIRES DU MBOMOU FORMES EN RENFORCEMENT DE LA BONNE GOUVERNANCE LOCALE

Dans le cadre de l'appui à la restauration de l'autorité de l'état, la section des Affaires civiles de la MINUSCA a organisé, du 09 au 10 février, une formation à l'intention de 70 fonctionnaires de l'Etat à Bangassou dans la préfecture du MBOMOU.

Par Aleka Amouri

Pour le Directeur régional de la fonction publique Kpingo Larry, cette formation des agents de services déconcentrés de l'Etat devient une boussole pour faciliter la restructuration de l'administration dans ses fonctions, missions, compétences et moyens afin d'améliorer la gouvernance locale. « J'ai établi un constat déplorable au sein de service déconcentrés, vous trouverez un chef qui centralise tout sur lui seul au détriment de son subalterne et quelques fois vous trouverez un chef de service qui vit à couteau-tiré avec son Directeur régional, l'ensemble de tout ce problème ne facilite pas le renforcement de la décentralisation et le développement à la base » a-t-il indiqué. La Coordinatrice par intérim du bureau des

affaires civiles dans le Mbomou Clémentine AUODE a indiqué que la MINUSCA a apporté son appui pour l'organisation de cette formation des agents et fonctionnaire de l'état afin que la bonne gouvernance locale soit le levier incontournable pour la restauration, le relèvement et l'efficacité de l'action étatique dans la préfecture du Mbomou.

Lors de cette formation, plusieurs thèmes ont été abordés tel que le management dans le service public, le mandat de la MINUSCA et la résolution pacifique de conflit en milieu professionnel.

La section des affaires civile de MINUSCA Bangassou avait déjà, dans le passé, facilité la formation des agents et fonctionnaire de l'état sur l'éthique et la déontologie administrative.

## Le saviez-vous ?

La MINUSCA soutient le dialogue républicain. Déclaration faite par Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix a la fin de sa visite le 28 /02/22 en République Centrafricaine : « Nous soutenons à travers la Minusca ce dialogue y compris par les contributions financières nous sommes fiers de pouvoir le faire. Nous sommes convaincus qu'un dialogue républicain inclusif, transparent, associant toutes les forces vives de ce pays, les forces politiques, la société civile, les partenaires ; un dialogue réussi constituera un pas un avant très significatif pour trouver des solutions aux différents défis auxquels la République centrafricaine est confrontée. »

# LA STRATÉGIE NATIONALE DE RÉFORME DE LA SÉCURITÉ AMENDÉE



▲ Le général Bruno Ouayolo, ministre-conseiller du chef de l'Etat en matière de RSS et Carole Baudouin, cheffe de section RSS de la Minusca à l'ouverture thématique de relecture de la stratégie nationale de réforme de la sécurité

La Coordination nationale de la réforme du secteur de la sécurité et la Minusca ont organisé, du 15 au 16 février 2022, à Bangui un atelier thématique de relecture de la stratégie nationale de réforme de la sécurité (RSS). Il s'agit d'amender et de valider la feuille de route relative à cette stratégie nationale pour les 5 prochaines années.

Par Emmanuel Crispin Dembassa Kette

Les travaux qui se sont déroulés à l'hémicycle de la CEMAC à Bangui ont été ouverts par le général Bruno Ouayolo, ministre-conseiller du chef de l'Etat en matière de RSS et Carole Baudouin, cheffe de section RSS de la Minusca. Une trentaine de participants civils et militaires, nationaux et internationaux ont pris part aux travaux.

Prenant la parole à l'ouverture, Carole Baudouin, et le général Bruno Ouayolo, ont tous deux rappelé que « L'objectif global de cette révision est de doter la

République Centrafricaine d'un cadre stratégique pertinent et réaliste sur la sécurité nationale ; afin d'améliorer les conditions sécuritaires de la population à travers l'engagement des forces et services de l'Etat. » La cheffe de section RSS de la Minusca a également ajouté à propos de la stratégie nationale que « c'est un processus exemplaire qui respecte un chronogramme très précis, avec une approche exclusive ... pour arriver à doter la Centrafrique d'un cadre normatif et de référence pour la sécurité. »

Concrètement, il s'agit d'amender ou

de compléter certaines dispositions de la stratégie à travers la feuille de route 2022-2027. Toutes les couches de la société centrafricaine étaient représentées parmi les participants : les Forces de défense et de sécurité et les Forces de sécurité intérieures, les corps paramilitaires, les organisations de la société civile, et les représentants de certains ministères etc.

Gerard Valérie Gonda, magistrat, point focal RSS au ministère de la justice et participant s'est dit satisfait du déroulement des travaux dans « un réel engouement, une nette volonté d'appropriation de la part des participants, et dans une démarche inclusive ». « Les gens ont perçu l'intérêt de cette réforme qui a un objectif principal, la sécurité humaine chère à notre chef de l'Etat afin d'assurer une paix durable à notre pays. » a-t-il ajouté.

« Au départ il y avait le cadre légal qui a été mise en place et les réformes à entreprendre maintenant cette relecture-là s'est appesantie sur l'aspect bonne gouvernance et Etat de droit. Nous avons renforcé le dispositif sécuritaire afin que les objectifs assignés soient atteints. Nous allons rappeler leur mise en œuvre nécessaire afin qu'à la prochaine revue, nous ayons pleine satisfaction », répond le magistrat à la question de savoir ce que cette relecture peut apporter de plus.

Marie-Ange Yakitte, de l'association des femmes juristes de Centrafrique et participante s'est quant à elle réjouit de la prise en compte du concept genre dans la feuille de route proposée et attend des autorités une application immédiate.

Le document soumis à la relecture a été validé par le chef de l'Etat en Aout 2021, il s'articule de trois axes stratégiques que sont : la bonne gouvernance démocratique et l'Etat de droit, le renforcement de capacités du secteur de la sécurité, le renforcement de la sécurité des personnes et des biens et la restauration de l'autorité de l'Etat.

## VISITE DU CHEF DE LA POLICE MINUSCA A L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE CENTRAFRICAINE

**Le chef de la Police de la MINUSCA, le Commissaire de police Christophe BIZIMUNGU, s'est rendu, le 02 février 2022, à l'École nationale de police centrafricaine. Cette visite a été l'occasion de discuter de la collaboration entre Police de la MINUSCA (UNPol) et l'École nationale de police.**

*Par Serge Ntolo Minko*

**L**e Commissaire de police Christophe BIZIMUNGU a été accueilli par le Directeur des Etudes de cette institution, le Commissaire Principal de Police BONANG René, représentant le Directeur de l'école. Leur séance de travail a porté sur la collaboration entre les deux entités particulièrement l'apport d'UNPol dans la formation des jeunes élèves-gardiens de la paix depuis 2017 et la projection sur la formation prochaine des élèves-officiers et commissaires de police.

Le Directeur des Etudes de l'École nationale de police centrafricaine, a évoqué les difficultés liées à la sécurité du pays et qui ont eu pour corollaires les actes de vandalismes opérés contre cette école à chaque fois qu'une crise survient en RCA. Il a ainsi plaidé pour le financement de la construction de nouveaux locaux pour une école supérieure

« Grâce à nos partenaires dont UNPol, les élèves sont internés, ici nous ne formons que les gardiens de la paix. Entretemps, il y a eu un projet de transformation de cette école en une école supérieure, pour la formation des officiers et commissaires de police. L'École a beaucoup d'espace, nous avons le titre foncier et souhaitons à nouveau l'aide



▲ Séance de travail sur la collaboration entre l'UNPol et l'École nationale de police centrafricaine en présence du chef de la police de la MINUSCA, le Commissaire de police Christophe BIZIMUNGU et le Commissaire Principal de Police BONANG René, représentant le Directeur de l'École de la police nationale

des partenaires pour la construction d'un bâtiment R+ pouvant abriter les dortoirs », a indiqué le Directeur des Etudes.

Le chef de la colocation UNPol de l'École de police, le lieutenant de police Malinaon Fleur SOMDA, a parlé de la contribution de UNPol dans la formation des élèves-gardiens de la paix et des efforts pour améliorer le confort des élèves de l'École nationale de police.

« UNPol en colocation à l'École de police a déjà formé, trois cuvées dont une de 250 élèves-gardiens de la paix de 2018 à 2019, 500 pour le tout premier recrutement de 1000 FSI pour la session 2019-2020 et enfin 652 gardiens de la paix et 05 officiers de police en 2020-2021. Par ailleurs UNPOL a aussi œuvré par le concours du pilier Développement, pour la construction des dortoirs, des toilettes et du château d'eau qui jusqu'ici ne répond pas totalement aux besoins des élèves, d'où l'implication des unités de police constituées pour le

ravitaillement quotidien en eau ».

Le Commissaire Christophe BIZIMUNGU clôturant les échanges a réitéré le soutien de UNPol à cette institution. « Ma visite est une visite à la fois de courtoisie et d'imprégnation de votre milieu, pour voir comment mes collègues UNPol travaillent avec vous, ensuite nous, en tant qu'UNPol sommes disposées à apporter notre contribution dans vos projets de bon cœur. J'aimerais d'ailleurs venir enseigner dans le cadre de la formation des officiers de police Judiciaires qui démarre bientôt en fonction de mes disponibilités ».

A l'issue de l'entretien, le directeur des études et son hôte ont procédé à une visite guidée dudit établissement pour voir les réalisations de la Police des Nations Unies, examiner les difficultés émergentes, fin d'en apporter des solutions idoines pour une meilleure rentrée prochaine des élèves policiers.

## AFFAIRES CIVILES DE LA MINUSCA

Les Affaires civiles jouent, en outre, un rôle clé de coordination avec les autres composantes de la Mission ainsi qu'avec les partenaires, en servant de lien entre l'aide humanitaire d'urgence et le processus de stabilisation, et ce, dans trois principaux domaines d'activité :

■ **Protection et contact avec les populations locales** : concertation avec les autorités et les communautés locales sur leurs besoins en matière de protection, notamment en vue de la mise en place de réseaux de veille et de programmes de protection;

■ **Dialogue intercommunautaire et cohésion sociale** : règlement pacifique des différends, appui aux associations de la société civile (y compris de jeunes et de femmes) et renforcement de la confiance, notamment à travers des campagnes de sensibilisation.

■ **Rétablissement de l'autorité de l'Etat** : appui au redéploiement de l'administration territoriale et au rétablissement de l'autorité de l'Etat, protection de l'intégrité territoriale et renforcement des services administratifs et sociaux au niveau local.

## TOUT SAVOIR SUR LES **AFFAIRES CIVILES**

<https://minusca.unmissions.org/>

